

Paris, le 23 mai 2023

Exécutions capitales : l'arme redoutable de la répression en Iran

Un régime sanguinaire

L'Iran est le pays où le pourcentage d'habitantes exécutées chaque année est le plus élevé du monde. D'après Amnesty International, il y aurait eu 576 exécutions en 2022, dont officiellement 92 % sous l'accusation de meurtre ou d'infraction à la législation sur les stupéfiants.¹

En réalité, parmi les victimes figurent nombre de personnes considérées par le pouvoir comme ne se soumettant pas à ses dogmes : militantes politiques, syndicalistes ou associatives, partisans de l'autonomie des minorités nationales et/ou de la liberté de conscience, LGBTIQ+, etc. De plus, toutes les exécutions n'apparaissent pas dans les statistiques disponibles.

Une croissance spectaculaire des condamnations à mort et exécutions

D'après Amnesty international, le nombre d'exécutions aurait augmenté de 83 % entre 2021 et 2022.

« En moyenne, depuis le début de l'année 2023, plus de dix personnes sont mises à mort chaque semaine, ce qui fait de ce pays l'un de ceux qui exécutent le plus au monde », rapporte le Haut-Commissaire aux droits humains de l'ONU. Les populations kurdes et baloutches sont particulièrement visées. Environ 30 % des personnes exécutées en 2022 étaient d'origine baloutche (alors que cette minorité ne représente que 3 % de la population totale).² Il convient d'ajouter depuis septembre plus de 500 assassinats lors des manifestations dont environ 130 personnes tuées dans la région du Sistan-Baloutchistan. Habib Chaab, dirigeant d'un mouvement de libération de la région du Khouzestan, qui compte une importante population arabe, a été enlevé en Turquie et exécuté le 6 mai par pendaison.

La peine de mort fait partie de l'ADN de la théocratie iranienne

Dans la lignée du régime du Chah, le pouvoir des Mollahs recourt massivement aux arrestations, à la torture et aux mises à mort. Il a pratiqué des assassinats de masse dès sa venue au pouvoir en 1979.³

Au moins quatre manifestants emprisonnés ont été exécutés en décembre et janvier.⁴ Trois autres, Majid Kazemi, Saleh Mirhashemi et Saeed Yaghoubi l'ont été le 19 mai après avoir été condamnés pour « moharebeh », ou « guerre contre Dieu ». Des mobilisations avaient eu lieu pour tenter d'empêcher leur exécution. Elles ont continué après le 19 dans différentes régions, où « mort à Khamenei » a été scandé⁵.

La vie de plusieurs autres prisonniers est en danger. Des membres de leurs familles osant venir manifester avec véhémence devant les prisons, accompagné.es d'autres citoyen.nes, ont été violemment abattus, comme le 19 au soir devant la prison Ghezal Hesar à Karaj⁶ Il en a été de même le lendemain à Sanandaj, devant un centre de détention où des militant.es syndicaux et sociaux sont détenus.

Pour toutes ces raisons, l'Union syndicale Solidaires apporte son soutien sans réserve aux Iraniennes et Iraniens qui se battent simultanément pour :

- l'abolition de la peine de mort et de la torture en Iran,
- le renversement de la dictature des mollahs,
- l'opposition au retour de tout régime monarchique.

1 <https://www.amnesty.org/fr/documents/act50/6548/2023/fr/> pp 26-29

2 https://iranhr.net/media/files/Rapport_iran_2022_PirOr2V.pdf

3 http://www.iran-echo.com/echo_pdf/rapport_cent_ans.pdf pp 174-179

4 <https://iranhumanrights.org/2023/05/more-executions-of-protesters-in-iran-imminent-after-sham-trials/>

5 Le « Guide suprême » Khamenei a un pouvoir supérieur à celui du Président de la république.

6 <https://twitter.com/iranwire/status/1659820656723128322?t=1BZycb0-uFE3Yqme3POWJw&s=19>